

Comment les transformations socio-économiques affectent les conditions-cadres de l'école dans les Alpes aujourd'hui

Jacques Michelet

Cet article est issu d'un projet de recherche sur l'avenir des écoles des régions alpines dans le cadre des transformations socio-économiques contemporaines. L'originalité réside dans le fait que les porteurs du projet, des pédagogues, aient fait appel à la géographie avec un objectif double: se donner un référentiel théorique – le territoire – et comprendre comment les transformations socio-économiques affectent les Alpes. Se différencient-elles entre les régions étudiées? A l'intérieur de celles-ci? De quelle façon vont-elles peser sur l'organisation de l'école? Il convient donc de situer cet article en relation aux autres publications de ce numéro thématique qui, explorant les transformations sociologiques, institutionnelles ou politiques, forment un tout cohérent.

Introduction au contexte de l'article

Isolement relatif, érosion lente mais continue du tissu socio-économique local, démantèlement des services publics, changements de modes de vie, etc. conditionnent les réorganisations scolaires. Le sujet n'est certes pas nouveau (Le Conseil d'État du Canton du Valais, 1984, pp. 103-112), mais son intensité actuelle légitime un questionnement renouvelé des aspects éducatifs et du rôle social de l'école en devenir dans les petites communautés alpines.

L'origine de la recherche prend sa source dans le cadre d'un projet *Interreg IVa Alpes rhénanes–Lac de Constance–Haut-Rhin*. Les Hautes-Ecoles pédagogiques du Vorarlberg, des Grisons, de St-Gall et du Valais ont en effet décidé de mener un projet de recherche commun – le projet *Schule alpin*¹ – sur l'avenir des écoles des régions alpines dans le cadre des transformations socio-économiques contemporaines. Il propose d'explorer le potentiel de certaines mesures structurelles et institutionnelles qui permettraient à l'école de perpétuer à la fois sa mission éducative dans ces espaces en transformation, tout en contribuant à renforcer l'attrait de ces mêmes régions comme lieu de vie pour les jeunes familles. La volonté de traiter conjointement l'évolution du contexte spatial de l'école et son rôle dans les représentations sociales de la vie locale a poussé les

initiateurs du projet à se tourner vers la géographie afin de trouver un cadre conceptuel et des outils pour éclairer les questions qui se posaient au-delà du domaine proprement socio-pédagogique:

- Un concept – *le territoire* au sens de formation socio-spatiale – permettant d’articuler les transformations de l’espace avec l’évolution des représentations sociales et politiques autour de la thématique des écoles alpines;
- La mesure de la nature et de l’intensité des transformations socio-économiques avec un intérêt particulier pour les régions et les thématiques liées au projet.

L’article commence donc par proposer la notion de territoire comme cadre conceptuel pour aborder la question de l’école dans des sociétés alpines en mutation. Partant d’une perspective multiscale et multidimensionnelle, il s’attarde sur les mutations globales et leurs effets territoriaux, avec un accent particulier pour les Alpes. Cette première partie est avant tout destinée à un public non géographe afin de lui permettre d’organiser l’objet de recherche – l’école – dans un système cohérent de processus spatiaux, d’acteurs et de représentations. La seconde partie propose une analyse spatiale des quatre régions du projet *Schule alpin* autour d’une série d’indicateurs traduisant une transformation des comportements spatiaux et des modes de vie.

Cependant, la perception des défis actuels et le comportement des acteurs locaux (parents, autorités, administrations) conditionnent également la capacité des territoires à accompagner, freiner ou anticiper les changements structurels, notamment ceux influençant l’organisation scolaire en lien avec la vie des communautés locales. Pour une synthèse réellement territoriale, il est indispensable de prolonger la lecture avec l’article de Périsset, Steiner et Ruppen (dans ce volume) qui s’intéressent précisément aux représentations sociales et politiques dans l’espace d’étude *Schule alpin*, l’un et l’autre formant les deux facettes de cette problématique.

Cadre conceptuel et mutations globales

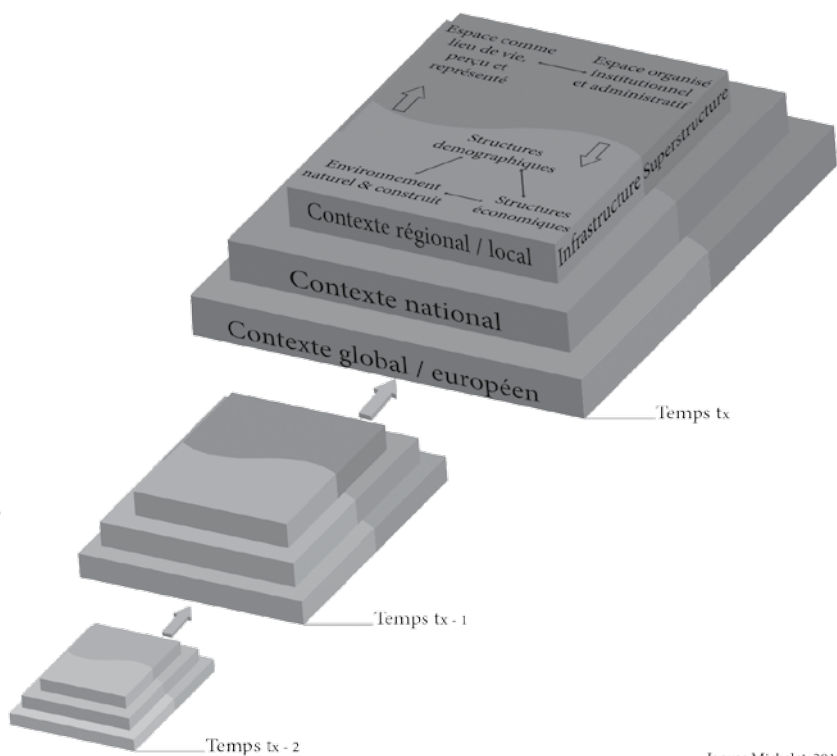
Le territoire des géographes comme référentiel

La géographie, science qui a pour objet les hommes sur la Terre, a modifié son discours au cours du siècle passé, passant des hommes comme produit de leur milieu, à l’espace comme produit des hommes et résultat d’une infinité de décisions. C’est au cours des années 1980 que la géographie devient cette science des territoires que l’on connaît aujourd’hui. Ainsi, pour Pecqueur (1996):

La dimension spatiale dans l’analyse des processus entre acteurs commence cependant à être prise en compte dans la littérature [...]. Si l’espace n’est plus seulement le support neutre de l’allocation optimale des ressources, il peut être analysé à partir de la construction de territoires [...]. Cette notion est

indissociable de celle de proximité. Celle-ci caractérise le territoire comme un système d'intelligibilité des acteurs (pp. 209-210).

Le territoire occupe une place ambiguë dans cette évolution historique. Peu répandu jusque dans les années 1970, si ce n'est pour désigner le périmètre de souveraineté des États-nation, le territoire appartient à l'origine plutôt aux juristes qui soulignent les attributs de l'État, ainsi qu'aux ethnologues qui insistent sur sa nature pulsionnelle et anthropique. Le terme arrive en géographie via un regain d'intérêt géopolitique et les besoins nouveaux qui en découlent. Il deviendra très rapidement un carrefour idéal, un cadre nécessaire, pour les sciences sociales car «il est tout à la fois société de lieux, lieu de sociétés, périmètre du pouvoir, stock économique, représentation collective» (Vanier, 1997, p. 197). Selon Da Cunha et Schmid (2006, p. 202), il est généralement convenu aujourd'hui d'appréhender le territoire comme un produit social constitué du couple *société – espace physique* que la société transforme, organise, se représente, gère et aménage à partir d'un système d'action et d'intention.



François Michalek 2012

Figure 1: Modèle du territoire au sens de formation socio-spatiale

Notre point de vue se construit en conséquence à partir d'une perspective double, entre une nature matérielle et une nature idéelle (voir Figure 1: *Modèle du territoire*). Ainsi, le *territoire* est à la fois support matériel, en soi et par l'utilisation que les hommes en font, et idée générée par les sujets qui le vivent et au travers desquels il existe. Le fait de reconnaître cette double nature donne l'avantage de pouvoir exprimer le lien de la société à son espace, sous la forme de leurs rapports réciproques. C'est ainsi que Di Méo (1991) différencie l'infrastructure territoriale, qui s'exprime prioritairement par des modalités *géo-économiques*, de sa superstructure, d'ordre *politico-idéologique*. Dans les faits cependant, l'infrastructure visible se confond généralement avec l'articulation que partagent les deux niveaux. C'est de la conjonction entre les rapports qu'entretiennent ces deux instances, dans leur interaction spatialisée, qu'émerge le territoire au sens de formation socio-spatiale.

Il faut cependant se garder de considérer le territoire local comme un objet ayant une existence propre. Il n'est ni étanche à ce qui se passe à d'autres échelles, ni donné *ex nihilo*, hors de son contexte historique.

Au niveau des *échelles d'observation* en effet, le local semble devoir être appréhendé de moins en moins en tant qu'échelon de base d'un système de décision ascendant, et de plus en plus comme le niveau unique où les stratégies de tous les acteurs coexistent et s'expriment simultanément. Ainsi, pour Vanier (1997), «le local n'est plus local, il est l'échelle où se rencontrent aussi le régional, le national, le supranational» (p. 167). La prise en compte des contextes englobants dans toute recherche permet de poser, à la fois un cadre général d'analyse, un support théorique et un système d'hypothèses.

La *dimension historique* est également indispensable au modèle (T-2; T-1 dans la Figure 1). Le territoire n'est pas de l'espace tout seul, mais de l'espace-temps: «Le territoire c'est quelque chose comme du temps cristallisé ... l'espace a besoin de l'épaisseur du temps, de répétitions silencieuses, de maturations lentes, du travail de l'imaginaire social et de la norme pour exister comme territoire» (Marié, 1982, cité par Di Méo, 1991, p. 144). D'où la nécessité de penser le territoire de façon diachronique et multiscalaire.

Ainsi défini, le territoire au sens de formation socio-spatiale apparaît comme une synthèse complexe: un système naturel donné, façonné par les systèmes économiques et démographiques, remodelé par les représentations et le vécu des individus, objectivé enfin par le système politique et institutionnel. Il permet judicieusement de relier l'analyse spatiale à l'étude sociale. Il pose *de facto* la question du franchissement des frontières disciplinaires et des échelles d'observation dans l'analyse des faits territoriaux.

La globalisation

Conformément à la pluralité des échelles de notre modèle, il convient de commencer par s'intéresser aux mutations globales qui influencent le local. Quelle est la nature des changements contemporains? De quelle façon affectent-ils les

différents éléments du territoire? Plus proche de notre recherche enfin, quelle est la forme physique induite par ces changements en Europe et dans les Alpes, en d'autres termes quel est l'impact de ces changements sur les sociétés locales?

La mondialisation, entendue comme l'extension tendancielle planétaire des interdépendances économiques, appuyée sur le développement des échanges des biens, des services, des capitaux, des technologies et des hommes, n'est ni récente, ni continue dans son déploiement spatial et temporel (Veltz, 2005, p. 98).

Ce qui semble avoir changé cependant n'est pas tant la nature que l'intensité et l'extension du processus. A l'expression populaire de mondialisation, de nombreux auteurs substituent volontiers celle de «globalisation». Le terme traduit mieux le fait que, si le mouvement accroît l'interdépendance entre les économies de la planète, il n'en augmente pas moins les inégalités et ce, quelle que soit l'échelle à laquelle se place l'observateur. Le processus est certes de nature globale, il n'en est pas moins géographiquement sélectif dans ses effets territoriaux:

Le terme 'global' permet d'occulter le fait que l'une des caractéristiques essentielles de la mondialisation est précisément d'intégrer comme composante centrale un double mouvement de polarisation, qui met fin à une tendance de durée séculaire qui était allée dans le sens de l'intégration et de la convergence (Chesnais, 1994, p. 24).

La globalisation produit ainsi plus d'hétérogénéité que d'homogénéité. Elle a profondément bouleversé les conditions-cadres de nos sociétés et ce, à toutes les échelles. Il devient dès lors nécessaire d'en préciser le sens et les effets.

La globalisation et ses principaux effets géo-économiques

Le nouveau contexte économique mondial favorise le plus souvent les grandes régions métropolitaines aux dépens des espaces périphériques dont les structures sont trop fragiles aux yeux des grandes firmes. D'autre part, désireux de s'installer là où les opportunités de carrière sont maximisées, les choix de localisation des individus renforcent à leur tour les processus d'urbanisation. Ainsi, la globalisation met à mal la cohésion territoriale. A quelques exceptions près, elle creuse un écart de plus en plus important entre des *régions qui gagnent* – des zones centrales qui polarisent les fonctions dirigeantes – et des *régions qui perdent* – des zones rurales ou périphériques, affaiblies par les mutations structurelles. En découle une notion de compétitivité territoriale.

L'importance renouvelée de la connectivité et l'essor inégal des transports engendrent une transformation du rapport à l'espace. L'absence de connexions performantes constitue un handicap important dans la compétitivité régionale et mondiale. Ainsi, et malgré une position centrale à l'échelle européenne, la topographie alpine se transforme souvent en faiblesse structurelle. Ce sont

principalement les métropoles bordant le massif et leurs périphéries qui profitent de la croissance démographique et économique. Cette urbanisation des modes de vie touche l'intérieur du massif également où deux tiers de la population est urbaine désormais. Ici, ce sont les agglomérations régionales et les stations touristiques prennent le relais de la croissance. Le résultat se traduit par un phénomène double de surconcentration et d'abandon. Ce dernier touche les territoires ruraux de montagne que Schuler et al. appellent *la Suisse vide* (2006, p. 369) et Diener, Herzog, Meili, de Meuron et Schmid *les friches alpines* (2006, p. 216). L'évolution de la population et de l'emploi y est faible quand elle n'est pas négative. Ce processus s'accompagne généralement d'un vieillissement accentué des structures démographiques. S'y trouve la majorité des écoles du projet *Schule alpin*, trahissant par-là même une problématique spécifique au sein des quatre régions analysées.

Ainsi, la globalisation, par ses aspects économiques et démographiques, transforme l'espace. Elle renforce le rôle des régions urbaines dans un processus de métropolisation. Les disparités régionales ne s'estompent pas, mais au contraire se renouvellent et se renforcent.

Quelques aspects politico-idéologiques liés à la globalisation

Au niveau politique d'abord, la coopération internationale est devenue incontournable pour «piloter» l'économie globalisée et ce, particulièrement lorsque les problématiques dépassent les frontières nationales (climat, économie, migrations, etc.). La globalisation repose donc la question de l'autonomie des États-nation et de la place accordée aux réglementations nationales, régionales ou communales. Pour les régions les moins favorisées, s'en suit bien souvent un sentiment de méfiance face «à ce qui vient d'en haut», limitant parfois la capacité d'innovation du milieu.

Au niveau du vécu territorial ensuite, le phénomène d'ouverture et d'échange global, mais inégal, repose sur une mobilité accrue des personnes, des marchandises et des innovations. La dimension idéologique du rapport des individus et des sociétés à leurs territoires s'en trouve ainsi modifiée. Travail, vacances, loisirs, on ne vit plus les mêmes territoires, on ne subit plus de la même façon le territoire et on se représente désormais différemment son territoire et sa territorialité. C'est tout un mode de vie qui écartèle les territoires vécus et, de là, la conscience du Monde. Les vallées alpines sont doublement touchées par ce phénomène. Comme par tout ailleurs, les populations locales vont de plus en plus loin pour se former, travailler ou se détendre. Or bien souvent aussi, les potentiels spécifiques de ces régions ont favorisé le développement de diverses formes de tourisme, ajoutant une composante extérieure à la société locale et à ses représentations.

Territorialités et identités multiples, migrations et brassages, interconnexion et métissage, la globalisation élargit certes les horizons des individus et des sociétés, mais crée également, presque paradoxalement, un besoin croissant de (re)trouver des racines, fussent-elles bricolées. Ce repli sur la dimension locale,

mais un local dont la nature s'est transformée en changeant à la fois de sens et d'échelles, peut se révéler une option rassurante face à l'omniprésence de la culture globale. Ce phénomène conjoint d'ouverture et de repli s'illustre pertinemment dans le terme de «glocalisation».

Les effets spatiaux de la globalisation: la métropolisation

Transfert du pouvoir, libéralisme économique, déréglementation politique, compétitivité, polarisation économique et démographique, accroissement des disparités, hypermobilité, migrations, modifications climatiques, perte de diversité biologique, etc. Quel est l'impact territorial, la forme spatiale, résultant de ces transformations en Europe et dans les Alpes en particulier? Pour Da Cunha, Both, Rerat et Tortelli (2000):

La métropolisation désigne des processus, le plus souvent spontanés, de polarisation de la croissance, de la richesse et du pouvoir économique dans quelques grandes villes à l'échelle du monde, des continents et des nations. La métropolisation représente davantage qu'une concentration de la population; c'est un processus d'agglomération des productions et des populations les plus qualifiées dans des régions urbaines dont le champ d'influence ne cesse de se dilater (p. 7)

Le phénomène n'est pas nouveau; il a commencé par l'abandon des campagnes (et des montagnes) au 19^e siècle et s'affirme dorénavant par la perte d'influence des petites villes et des régions périphériques. La Suisse se trouve au cœur de la région européenne qui présente le plus fort taux d'urbanisation, d'emplois et de croissance: le *pentagone*. Si cette région ne couvre que 14% de la superficie de l'UE, elle concentre un tiers de sa population et contribue à hauteur de 43% au PIB de l'UE (ESPON, 2006, p. 2). Les cantons et les régions suisses, dont aucun ne se trouve à plus de 100 km d'une métropole comme Milan, Zurich ou la région lémanique, sont particulièrement concernés par la dynamique européenne de métropolisation.

A l'échelle des Alpes, l'étude des processus de métropolisation montre que si les villes alpines ont gagné en population et en emplois, l'écart avec les régions périalpines s'est peu à peu creusé au niveau des fonctions économiques. Ayant réussi à diversifier et moderniser leurs industries, à monter des systèmes économiques régionaux et à capitaliser les retombées régionales du tourisme, les villes alpines n'ont cependant que peu bénéficié de la croissance du secteur des services et de la finance qui assurent aujourd'hui le rôle de moteur économique. Le tertiaire supérieur demeure l'apanage des métropoles périalpines. De plus, les emplois administratifs (armée, formation, administration) et ceux des régions nationales (poste, télécoms) qui représentaient souvent une proportion élevée des opportunités de travail, sont peu à peu revus à la baisse. Perlik et Debarbieux (2001, p. 93) résument les principales dynamiques de la métropolisation sur les villes alpines:

- dans un espace multi-polarisé, l'importance des petites villes pour le ravitaillement régional (services, biens de consommation) diminue au profit de villes plus importantes et plus éloignées, voire des agglomérations sises en bordure des Alpes;
- les villes alpines situées proches des agglomérations périalpines risquent de perdre leurs caractéristiques socio-économiques en s'intégrant à l'agglomération et voient ainsi s'envoler des atouts qui leur seraient importants pour un développement autonome ultérieur;
- la périurbanisation entraîne une demande croissante pour le sol, d'où une concurrence acharnée, dans le fond des grandes vallées particulièrement.

Les effets de la métropolisation ne s'arrêtent cependant pas aux espaces (péri) urbains. Ils ont déployé leurs effets à l'intérieur des régions alpines entre: grandes vallées fortement urbanisées; coteaux, où à une société rurale héritée, se superposent des modes de vie urbains; et vallées latérales où il convient désormais de discerner les stations touristiques de la montagne rurale (rurale/touristique devrait-on dire, tant il est vrai qu'il existe de moins en moins d'économies rurales au sens historique du terme) La diversité des situations locales a entraîné une diversité des modes de vie, souvent superposés sur un même espace de vie: autochtones, pendulaires, nouvelles populations étrangères ou retraitées, touristes, etc. C'est ce que l'analyse spatiale des structures démographiques et économiques va essayer de mettre en lumière avec l'objectif d'éclairer en quoi les contextes socio-économiques locaux renouvelés appellent à des solutions scolaires variées et innovantes.

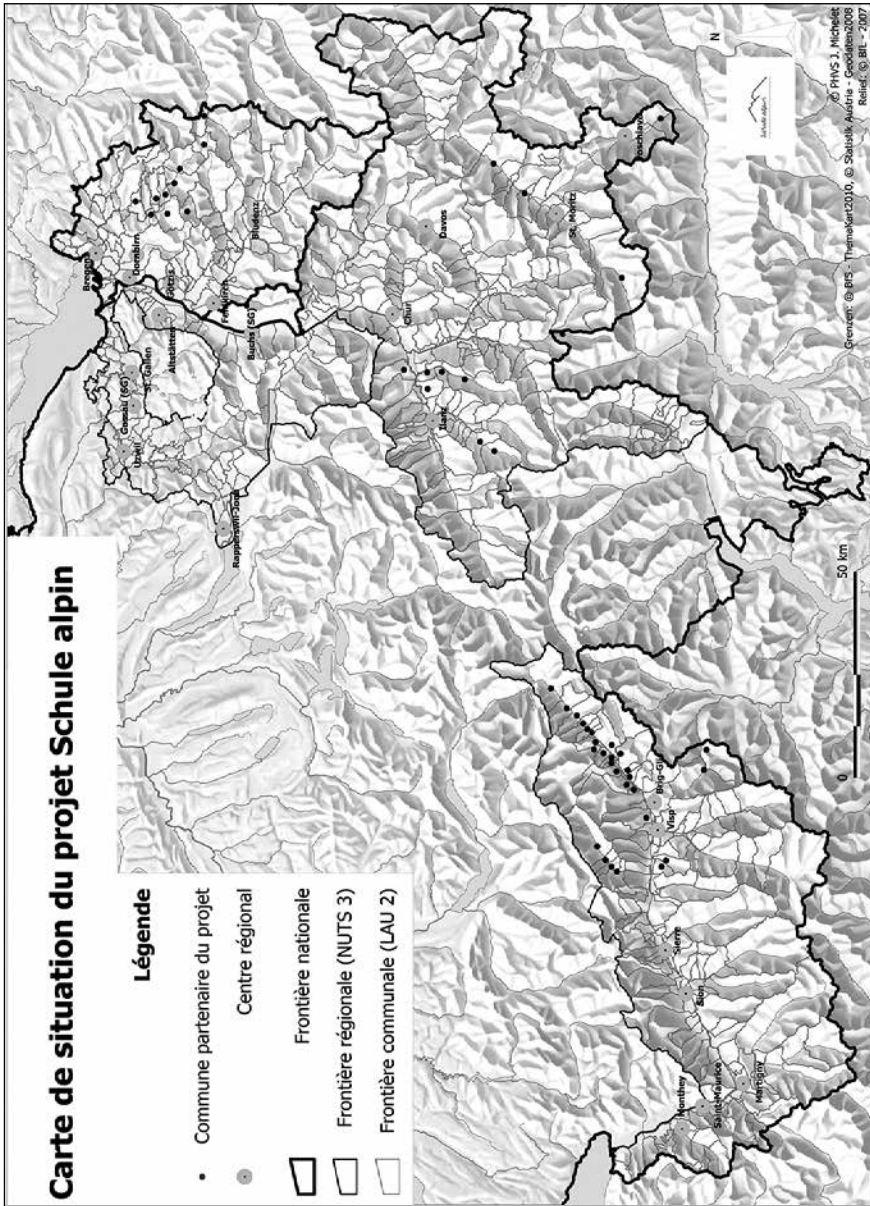
Transformations socio-économiques au sein de l'espace de projet

Parmi les quatre régions étudiées, le projet *Schule alpin* s'est intéressé à 48 communes en particulier² avec l'objectif de représenter une diversité de situations de montagne hors des grands centres touristiques (voir Carte1: *Carte de situation du projet Schule alpin*). Le choix s'est fait de façon relativement pragmatique autour des écoles ayant répondu positivement à l'appel du projet.

Les résultats des analyses spatiales doivent s'interpréter à deux échelles. Il s'agit d'une part de renseigner si les processus socio-économiques se reproduisent de façon similaire dans les quatre régions mais également de voir si les communes partenaires du projet *Schule alpin* se distinguent au sein de leur région et, si oui, comment?

Evolution de la population: des contrastes quantitatifs et qualitatifs

Les données récoltées permettent de comparer le développement démographique sur 30 ans. Les taux de croissance varient considérablement entre



Carte1: Carte de situation du projet «Schule alpin»

les quatre régions, de 14,3 % dans les Grisons à 35,4% en Valais. Au sein du groupe *Schule alpin* cependant, ce taux de croissance n'est que de 7,9 %.

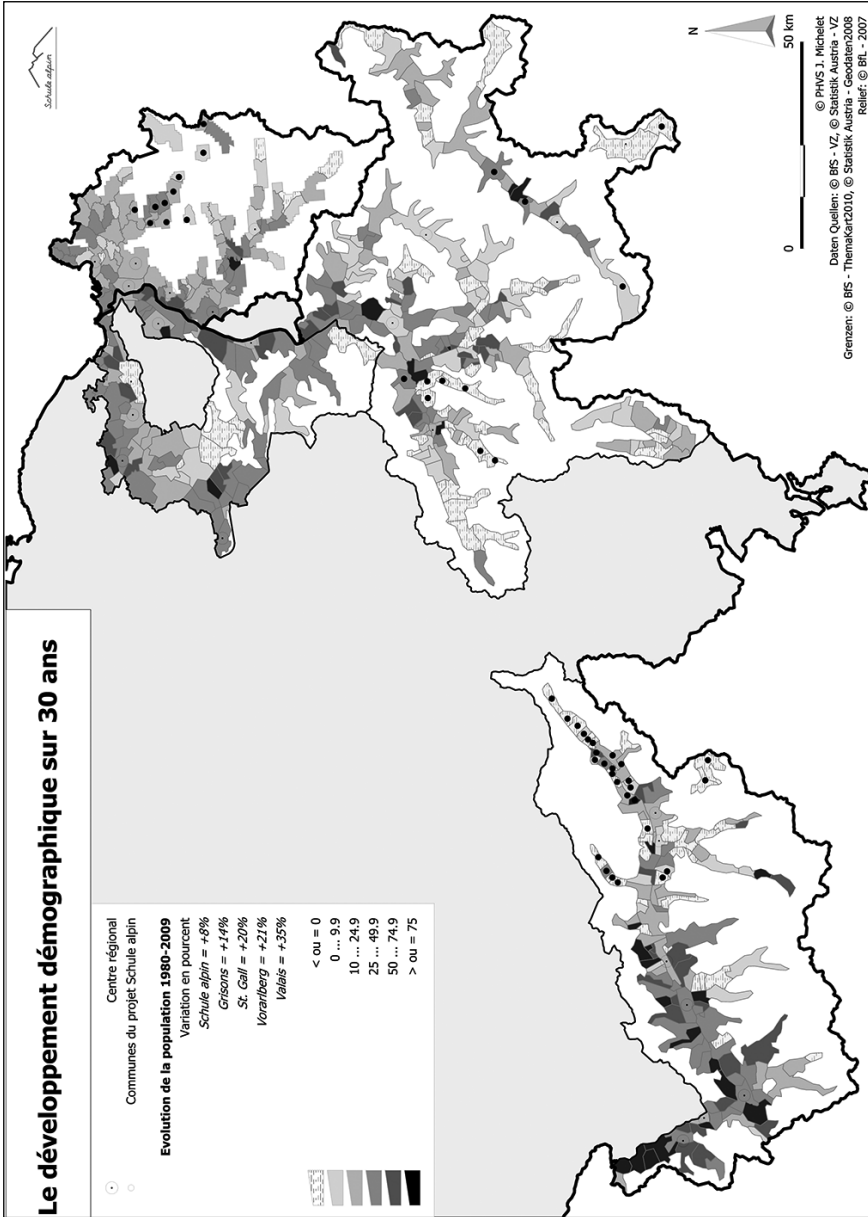
Comme le montre la légende de la Carte 2 (*Le développement démographique sur 30 ans*), les différences intra-régionales sont également considérables:

- les centres régionaux montrent des taux de croissances relatifs moyens. Il convient néanmoins de préciser qu'en raison de la taille de leurs populations, ils dissimulent une croissance quantitativement importante. En d'autres termes, même avec des taux moyens, les centres régionaux affichent les croissances absolues les plus élevées;
- les taux de croissance relatifs maximums se situent dans la proche périphérie des centres régionaux, ce identiquement pour l'ensemble du territoire étudié. S'illustre ici la tendance généralisée de périurbanisation mise en évidence par Schuler et al. (2006, p. 86). Pendant que les centres-villes stagnent ou déclinent (à l'instar de St-Gall), la croissance se déconcentre vers leurs couronnes. Ces communes, dites périurbaines, cumulent les facteurs d'implantation résidentielle positifs comme la proximité au centre, des prix du sol moindres et l'espace disponible;
- en montagne, les centres touristiques prennent le relais de la croissance démographique. L'impact positif de leur croissance peut même parfois déborder sur les communes voisines, à l'image de ce qui se passe dans l'Engadine ou à Zermatt, à Saas-Fee;
- à l'inverse, dans les communautés rurales de montagne, la population demeure, au mieux, stable lorsqu'elle ne décline pas. Cette version contemporaine de l'exode rural s'illustre particulièrement au sein des plus grandes vallées rurales de montagne comme le Toggenburg, le Montafon, le Klostertal, la vallée de Conches et le Surselva.

Il devient dès lors intéressant de préciser les effets de cette situation de stagnation-déclin sur les structures démographiques des communes rurales de montagne dont font partie la grande majorité de celles du groupe *Schule alpin*.

L'analyse comparée par classes d'âges quinquennales en 1980 et 2000 (voir Figure 2: *Répartition de la population par classes d'âges quinquennales*) montre que le pic de jeunes (groupe 10-20 ans) s'est décalé au cours du temps au profit des 30-40 ans, tant pour les communes partenaires du projet que pour l'ensemble des quatre régions. En ce sens, l'espace de recherche suit sans surprise le schéma de vieillissement généralisé en Europe. La comparaison des proportions par classes d'âge entre, d'une part, les quatre régions et, d'autre part, les communes partenaires du projet, renseigne sur le fait qu'en 2000 tout comme en 1980:

- les jeunes et les retraités sont surreprésentés dans l'espace *Schule alpin*;
- les classes actives (15-64 ans) y sont sous-représentées.



Carte 2: Le développement démographique sur 30 ans

Répartition de la population par classes d'âges quinquennales en 1980 et 2000, moyennes des 4 régions (ensemble) et des communes Schule alpin

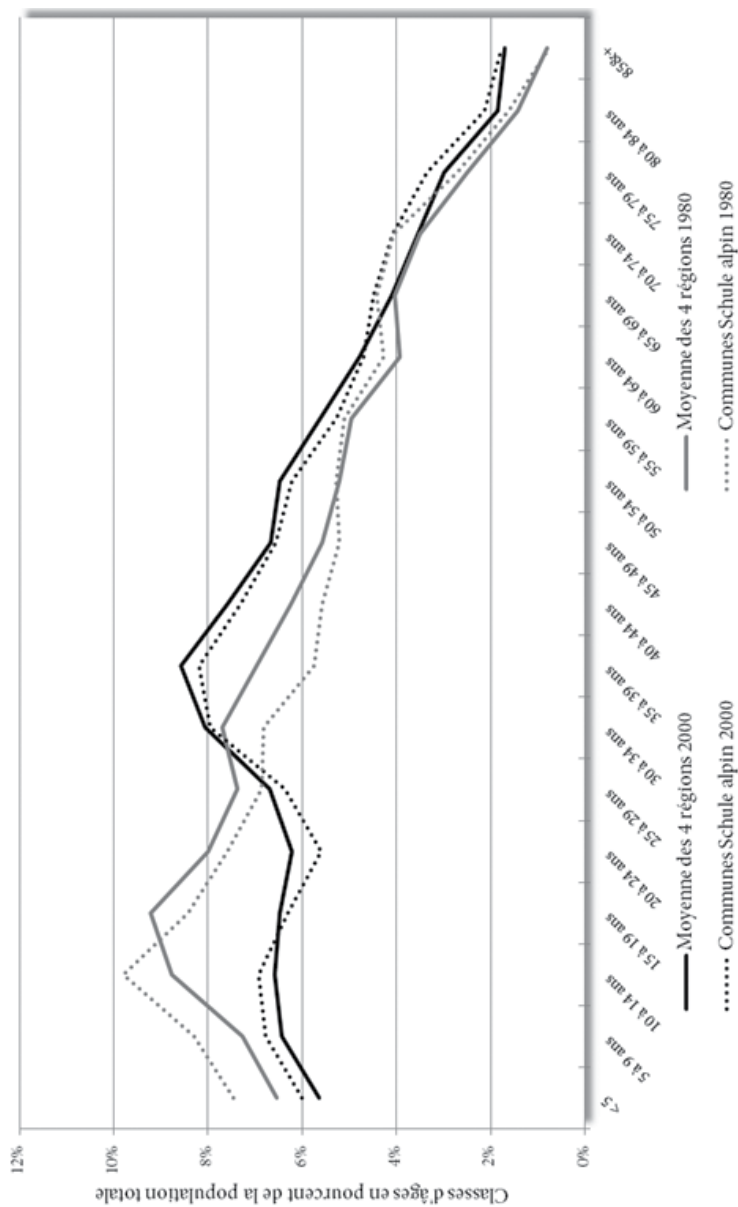
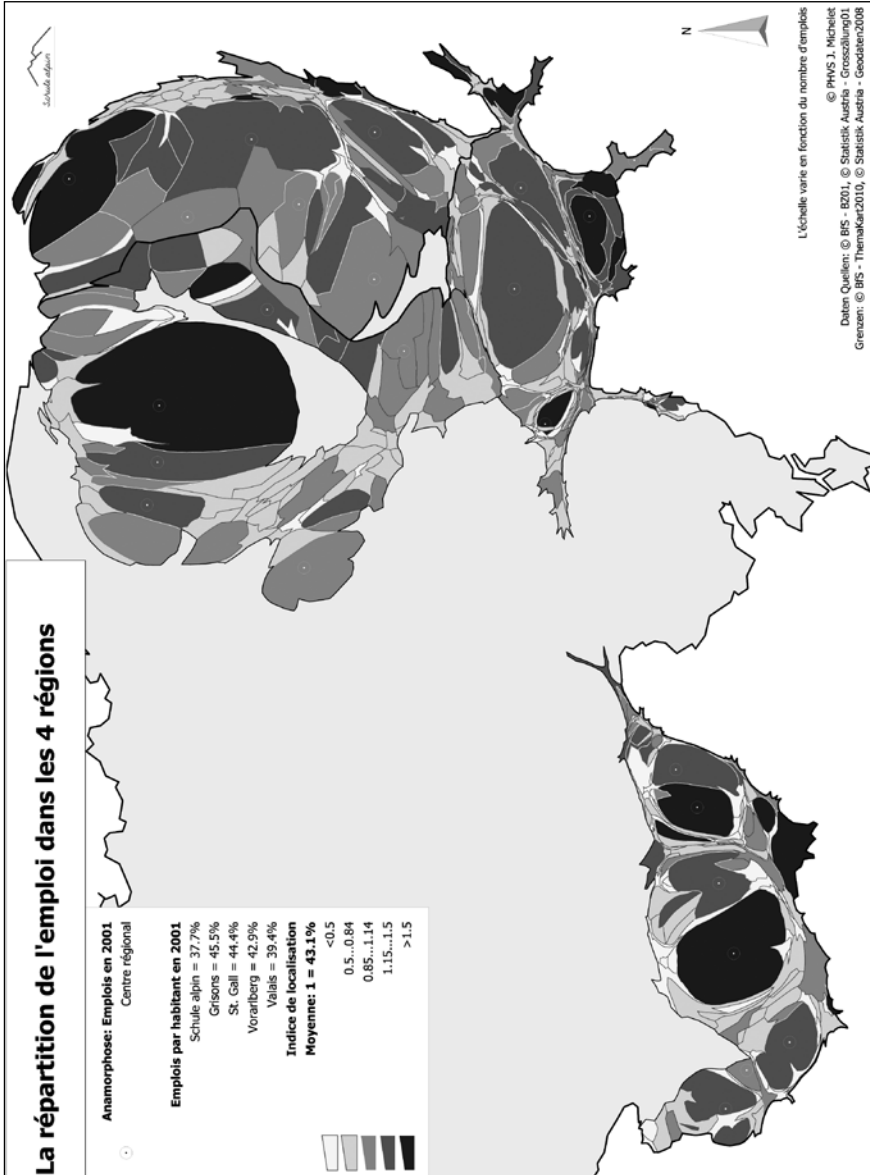


Figure 2: La pyramide des âges: répartition de la population par classes d'âges quinquennales



Carte 3: La répartition de l'emploi dans les 4 régions

Cette situation laisse présager la faiblesse du marché régional du travail, ce qui n'est pas sans poser des questions sur l'avenir du développement socio-économique des régions rurales de montagne et amène en toute logique à s'intéresser aux emplois.

Un marché du travail polarisé

L'analyse du nombre d'emplois par habitant vient conforter l'hypothèse de la faiblesse du marché local de l'emploi. Même si de grandes différences régionales apparaissent, allant de 39.4% en Valais à 45.5% au Grisons, la moyenne du groupe *Schule alpin*, avec 37.7% seulement, reste dans tous les cas bien inférieure à ces scores régionaux.

La carte en anamorphose (voir Carte 3: *La répartition de l'emploi dans les 4 régions*) déforme les surfaces de manière à ce que celles-ci ne représentent plus l'extension spatiale des communes, mais un attribut quantitatif, le nombre d'emplois dans le cas présent. Si cette manière de faire préterite la lisibilité des scores les plus faibles, elle apporte de précieuses informations permettant en une seule lecture de comparer les attributs quantitatifs (les emplois représentés par les surfaces) et qualitatifs (le nombre d'emplois par habitant représentés par le dégradé de gris), le tout dans une géométrie propre à la dimension thématique analysée. Quant à l'indice de localisation, il permet de situer directement un score local (emplois par habitant) en rapport à la moyenne de l'ensemble de la distribution³, ainsi:

- ce qui saute aux yeux tout d'abord, ce sont ces grandes taches gris foncé qui forment l'armature urbaine de l'espace de recherche, soit les régions de St-Gall et Bregenz, la vallée du Rhin ou le chapelet de villes dans la vallée du Rhône. Ces communes partagent la caractéristique de posséder à la fois un grand nombre de places de travail et une forte concentration d'emplois par rapport aux habitants. Elles forment l'épine dorsale des systèmes économiques de chacune des quatre régions. Cette forte concentration des emplois dans les villes-centres, au regard du développement démographique maximum dans les communes périurbaines, laisse supposer une intensification des flux pendulaires entre domicile et lieu de travail;
- à côté des villes, un autre groupe de communes possède également un indice élevé d'emplois des habitants, à savoir les destinations classiques du tourisme, notamment Davos et St-Moritz dans l'Engadine, Zermatt et Saas-Fee dans les Alpes valaisannes ou Lech et Schruns dans le Vorarlberg. Aux côtés de ces «top-destinations», les autres communes touristiques se situent aussi en dessus de la moyenne, sans pour autant atteindre de telles concentrations d'emplois;
- ensemble, les situations où les taux d'emplois par habitant sont supérieurs à la moyenne forment un groupe de 117 communes. Face à ces dernières, soit sous la moyenne, la représentation en anamorphose fait littéralement disparaître un autre groupe de 387 municipalités, tant le marché local de l'emploi

y est limité. Il s'agit d'abord des situations rurales de montagne, mais, dans une moindre mesure, également des communes péri-urbaines.

Il convient de rappeler ici que le groupe *Schule alpin* montrait justement une proportion des classes d'âges actives (15-64 ans) inférieure à la moyenne des quatre régions. Il semble ainsi qu'en parallèle à un marché du travail local atrophie, une partie de la population en âge de travailler choisit d'émigrer vers les centres régionaux ou plus loin encore, dans les espaces métropolitains. Pour ceux qui restent, la solution consiste de plus en plus souvent à effectuer des trajets quotidiens entre le lieu de domicile et de travail.

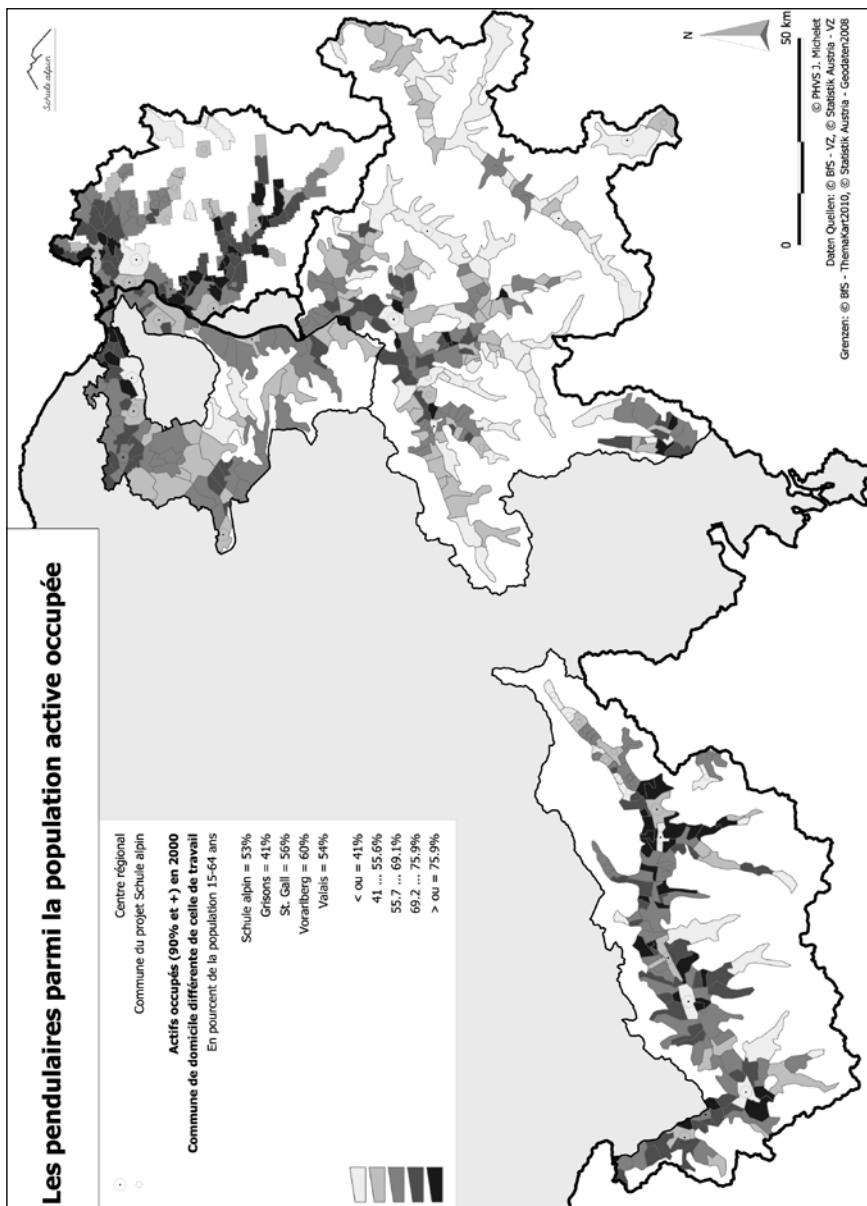
Trajets domicile-travail

L'extrême polarisation des places de travail dans les centres régionaux ainsi que dans les principales stations touristiques amène en toute logique à s'intéresser aux relations domicile-travail, soit au phénomène de la pendularité. Ce phénomène n'est certes pas nouveau, mais a pris de l'ampleur au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle. Ainsi, comme le montrent Schuler et al. (2006, p. 266) pour la Suisse, il est passé de 9% en 1910, à 17% en 1950, pour se situer à 58% en l'an 2000. Cette généralisation de la ségrégation spatiale entre les lieux de domicile et de travail est à mettre en relation avec le développement des transports publics en milieu métropolitain et de la voiture privée ailleurs. Elle témoigne que l'accessibilité au travail joue toujours un rôle dans les choix de localisation des individus, mais l'échelle communale est de moins en moins pertinente.

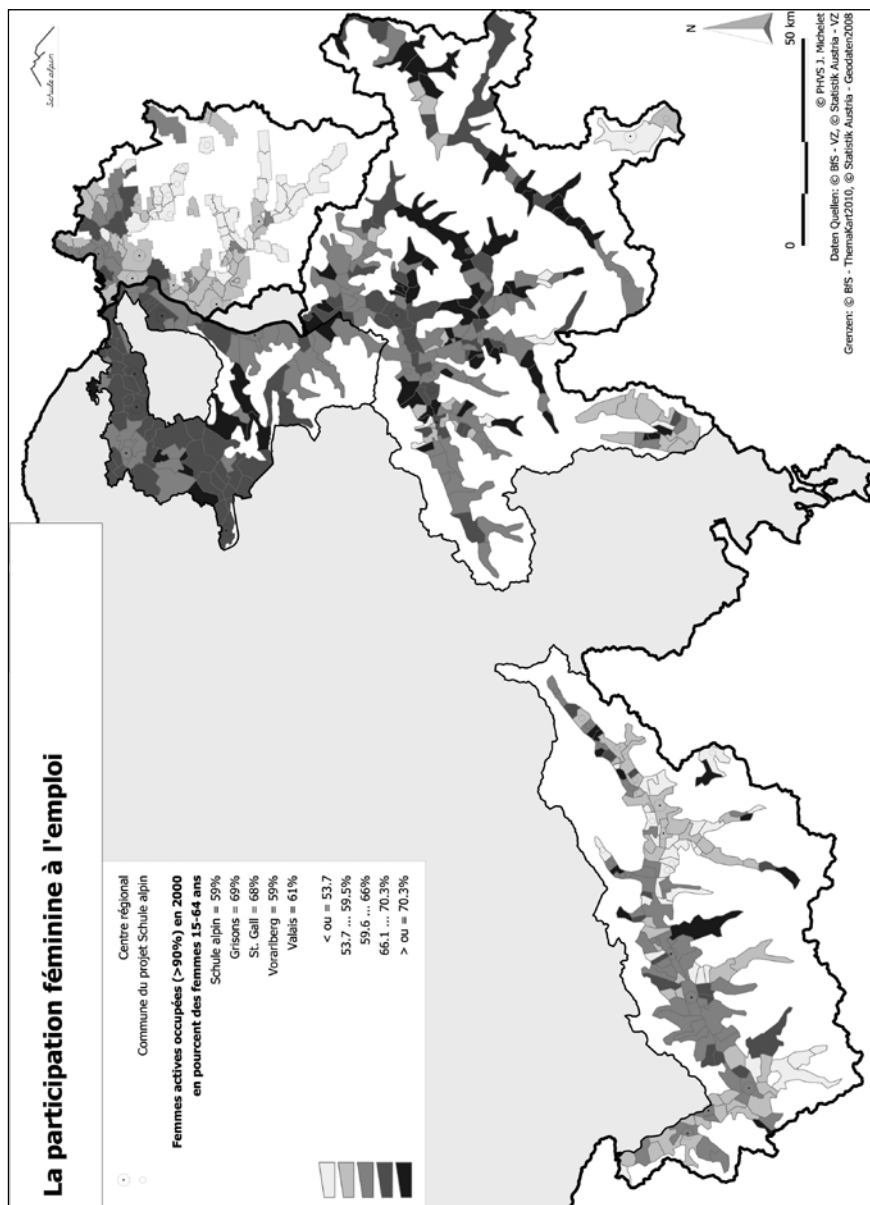
Avec une moyenne de pendulaires de 53%, le groupe de communes *Schule alpin* se situe légèrement en dessous de la moyenne suisse. Ce score cache cependant des situations régionales contrastées, allant d'un minimum de 41% pour les Grisons à un maximum de 60% pour le Vorarlberg, le Valais et St. Gall étant plus proche de la moyenne du groupe. Ces différences interrégionales doivent être mises en perspectives avec la nature du phénomène (périurbain principalement) en relation avec l'importance de l'urbanisation dans chacune des régions. Ainsi, la Carte 4 (*Les pendulaires parmi la population active occupée*) montre que le phénomène de pendularité s'est généralisé à l'ensemble des territoires à l'exception:

- des villes-centres qui polarisent une part importante des emplois régionaux;
- des grandes stations touristiques qui jouent un rôle similaire en milieu alpin;
- des communes de montagne ultrapériphériques, où les difficultés d'accès ont limité le développement des économies locales qui associent généralement agriculture, services locaux, administration et, parfois, un peu de tourisme.

Ainsi, outre le phénomène de la pendularité lui-même, la carte offre une perspective intéressante sur l'espace fonctionnel des agglomérations régionales où les périphéries résidentielles apparaissent dans les tons gris foncé à l'image de ce qui se passe autour de Bregenz, Coire ou Brigue-Viège.



Carte 4: Les pendulaires parmi la population active occupée



Carte 5: La participation féminine à l'emploi

Les communes du projet *Schule alpin* se caractérisent plutôt par des tons clairs. S'il est possible d'en déduire un fort taux de parents travaillant dans la commune, il est nécessaire d'y distinguer:

- les situations «rurales» comportant peu de population étrangère, où les structures familiales traditionnelles peuvent soutenir les parents si nécessaire;
- les stations touristiques engageant un personnel étranger dont les horaires de travail s'avèrent irréguliers.

Ainsi, la pendularité ne cache pas moins des situations locales contrastées dont il conviendrait de tenir compte dans les efforts futurs de planification scolaire, particulièrement au niveau de l'organisation des journées et de l'encadrement parascolaire.

Les femmes dans le marché du travail

L'augmentation du taux d'activité des femmes, soit plus de 75% depuis les années soixante (Schuler et al., 2006, p. 194), doit s'interpréter comme un phénomène complexe, alliant des causes sociologiques et économiques. Sociologiquement, on évoquera une diversification des modèles familiaux et des aspirations individuelles. Économiquement, il y a une nécessité d'encourager la participation féminine au travail pour remplacer les classes actives partant à la retraite dans un contexte de vieillissement démographique généralisé en Europe. *De facto*, jamais les femmes n'ont autant participé à la vie économique qu'aujourd'hui. Cela en fait une dimension pertinente d'analyse pour le projet *Schule alpin*, ce d'autant plus que le phénomène touche principalement la jeune génération, celle des femmes avec des enfants.

La répartition du taux de femmes actives (>90%) à l'intérieur des régions ne permet pas de décrire de nettes différences géographiques entre les communes urbaines, périurbaines ou rurales par exemple (voir Carte 5: *La participation féminine à l'emploi*). Tout au plus remarque-t-on que:

- le centre et le sud du Vorarlberg, qui avec des moyennes faibles, se détachent clairement du reste de la région;
- les stations touristiques et leurs environs qui se détachent partout positivement, mais avec un différentiel particulièrement grand en Valais;
- les faibles scores des vallées périphériques Sud de Poschiavo et de Roveredo aux Grisons qui tranchent nettement avec les scores du reste du canton;
- la région industrielle de Viège en Valais où les faibles scores contrastent avec le centre du canton (Sion-Sierre) dont l'économie est plus orientée vers les services.

Pour Schuler et al. (2006, p. 170), si des facteurs comme le nombre d'enfants se corrélaient bien évidemment de façon négative sur le taux d'activité des femmes, il faut souligner l'influence du niveau de formation: les taux d'activité féminins les plus élevés se trouvent parmi les familles avec les niveaux les plus hauts. Ainsi,

le taux d'activité des femmes en fonction du niveau de formation varie de 64 à 83% en moyenne nationale suisse. Il convient dès lors de s'intéresser à leur localisation.

Les formations tertiaires, un déficit relatif

Sous la désignation «formation tertiaire», l'indicateur utilisé dans cette section regroupe les personnes diplômées des hautes écoles et des universités, soit en tout environ 19% de la population suisse et 17% en Autriche en 2000 (OFS, 2011). Si cette proportion a continuellement évolué à la hausse depuis les années 1970, les disparités spatiales se sont perpétuées. Ainsi, les populations les mieux formées continuent à privilégier les localisations urbaines ou la proche périphérie aux campagnes et les communes riches aux communes pauvres

A l'exception de St. Gall, les régions étudiées se situent clairement en-dessous de leurs moyennes nationales respectives (voir Carte 6: *La population au bénéfice d'une formation tertiaire*):

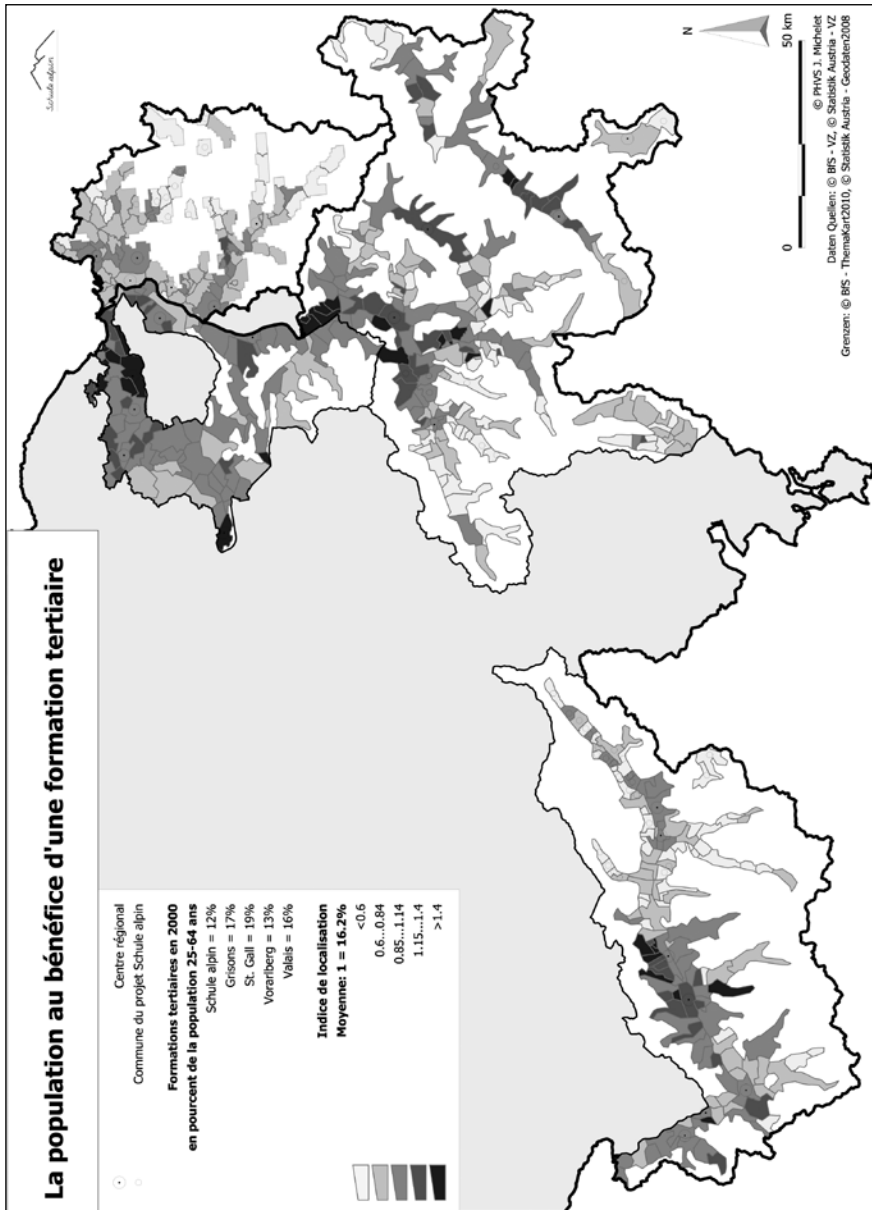
- avec 12.8% de formations tertiaires, le Vorarlberg est non seulement la région qui obtient le plus faible score, mais aussi celle qui se situe le plus en dessous de sa moyenne nationale;
- les communes du groupe *Schule alpin* (11.5%) se distinguent par des proportions faibles de personnes au bénéfice d'une formation tertiaire.

A ces disparités géographiques viennent se superposer des disparités de genre, puisque les femmes suisses n'étaient que 11,5% à avoir achevé des études de niveau tertiaire, alors que chez les hommes cette proportion s'élevait à 25,4% en 2000 (OFS, 2011). Les concentrations spatiales ne varient que très peu entre les sexes. Ces disparités offrent des situations locales pour le moins contrastées:

- entre l'Autriche et la Suisse;
- entre les agglomérations régionales et les vallées rurales;
- entre le Haut et le Bas-Valais;
- entre l'Engadine et les autres vallées alpines des Grisons.

Ce constat ne doit surtout pas conduire à des interprétations erronées concernant les chances des jeunes résidents à mener à bien des études supérieures. Il cache en fait le phénomène sous-jacent de la fuite des cerveaux. Comme le montre La Figure 3 (*Solde des flux intercantonaux des personnes ayant achevé une formation tertiaire*, Flückiger & Falter, 2004, p. 24), St. Gall, le Valais et les Grisons comptent parmi les cantons qui fournissent le plus d'universitaires aux grands espaces métropolitaines, soit Zurich, la région Lémanique ou Bâle.

Une étude menée par l'observatoire de l'emploi en Valais (Kraft, 2004) a quantifié cet exode. Ainsi, sachant que les taux d'obtention d'une maturité ou d'un diplôme universitaire y sont supérieurs à la moyenne suisse, les taux de personnes hautement qualifiées au sein de la population sont nettement



Carte 6: La population au bénéfice d'une formation tertiaire

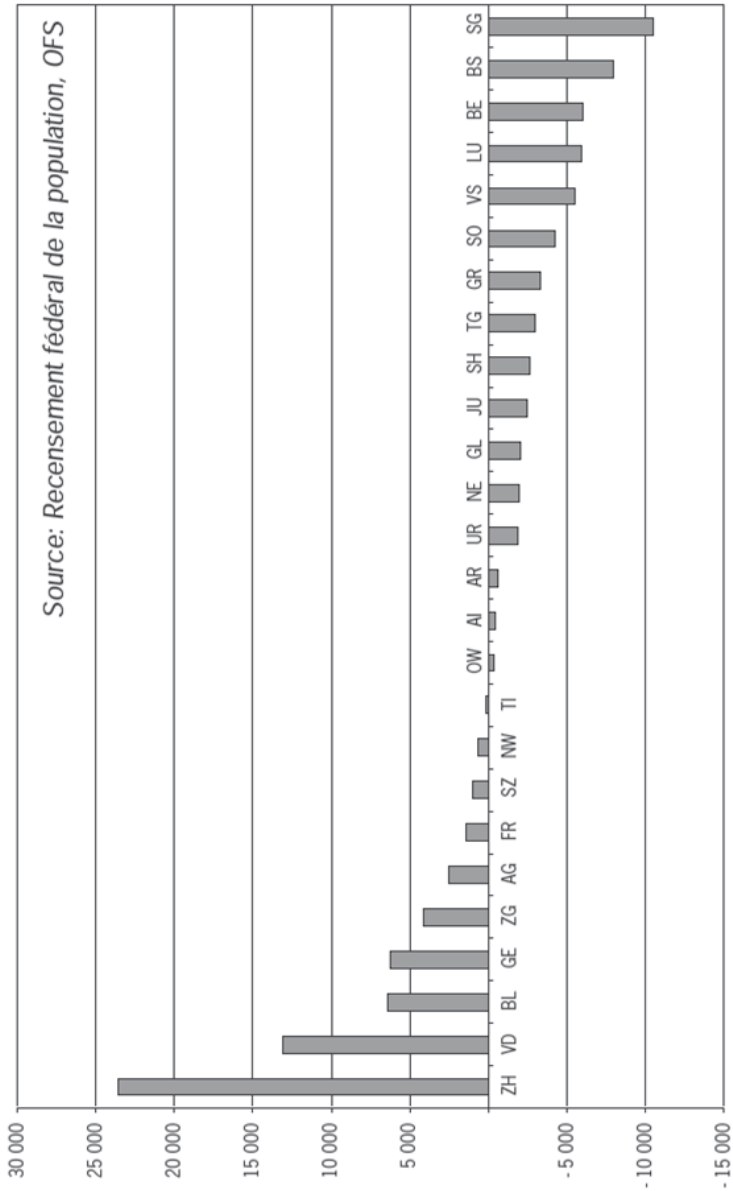


Figure 3: Solde des flux intercantonaux des personnes ayant achevé une formation tertiaire

inférieurs. Si l'on quantifie cette migration en fonction du lieu de travail, ce ne sont pas moins de 71% des universitaires et 55% des personnes en possession d'un diplôme HES qui migrent hors du canton pour trouver un travail!

Il convient donc de retenir que, pour des régions de montagne dans une société basant sa compétitivité sur le savoir et en raison même des caractéristiques du marché de l'emploi local, une formation de haut niveau renforce les risques d'exode professionnel et contribue par là même au dépeuplement des espaces structurellement les plus faibles.

Mise en perspective des résultats

A la lumière des transformations spatiales, l'appel à une réflexion sur l'organisation du système scolaire apparaît d'une actualité singulière. D'autant plus que les tendances liées à la métropolisation – et tout ce qu'elles impliquent en termes de migrations, de mode de vie, de mobilité, d'organisation de la vie familiale, etc. – intensifieront leurs effets à moyen terme. Les prévisions pour 2030 abondent en ce sens (von Stokar, Marti & Peter, 2009, pp. 53-54):

- polarisation des populations en périphérie des centres urbains, accompagnée d'un déclin dans les zones rurales des vallées alpines;
- polarisation encore bien plus importante de l'emploi, avec détérioration particulièrement accentuée de la situation des vallées alpines.

Si la question des transformations socio-économiques et des tendances prévisibles a donc été sommairement éclaircie dans cet article, demeure la question de la façon dont elles vont peser sur l'organisation du système éducatif.

En effet, dans un contexte de politique territoriale renouvelé et marqué par les synergies, la fonctionnalité et l'intercommunalité (Michelet, 2008, pp. 406-407), il devient clair que, pour une vallée alpine en stagnation-déclin, il faudra envisager un regroupement des centres scolaires villageois pour pallier la baisse des effectifs. Dès lors, les déplacements rallongés pour les élèves remettront en question l'horaire de l'école et les activités parascolaires. Faut-il prôner une cantine scolaire, l'horaire continu? Une telle réorganisation est-elle possible partout? S'adapterait-elle mieux dans les stations touristiques en raison de la diversité des origines et des horaires des parents?

A l'inverse, pour les communes urbaines et périurbaines, les forts taux de croissance démographique poseront la question de l'agrandissement des centres scolaires. Il y aura nécessairement des solutions intercommunales à trouver pour relever ces défis. Par ailleurs, les jeunes familles, dont le taux d'activité des femmes ne cessera de croître en raison des nouveaux modes de vie et du nécessaire remplacement de la génération du baby-boom, se concentrent dans ces communes. Or, la ségrégation spatiale entre lieu de domicile et de travail ne cesse de se renforcer et ce, tant en termes de distance que par la proportion des

actifs concernés. Il faut donc se poser la question du type de prise en charge des enfants qui satisfera au mieux ces nouvelles habitudes de vie.

Ces résultats mettent en lumière les zones d'ombres sur lesquelles les recherches futures sont appelées à se concentrer. A ce propos, il est prévisible que les dimensions historiques, sociales et culturelles vont certainement jouer un rôle majeur dans la propension au changement. Ainsi, en synthétisant les résultats obtenus, il est permis de souligner que, d'un point de vue démographique et économique, l'école doit:

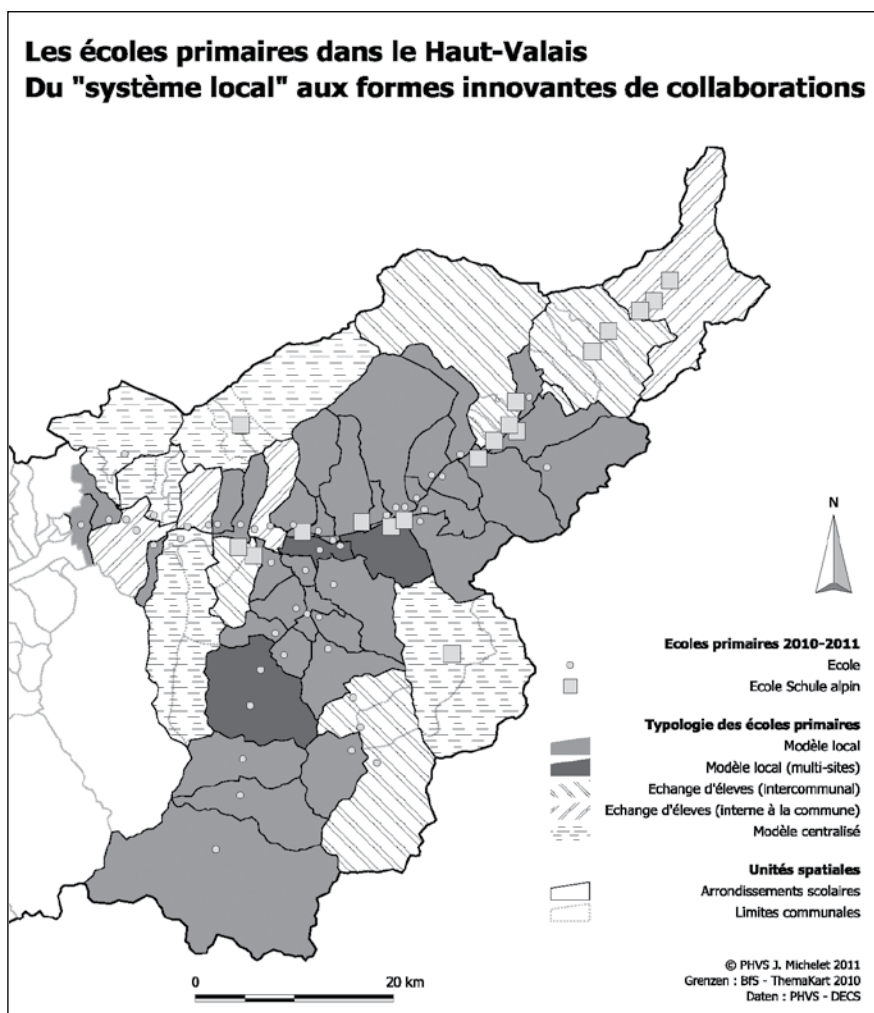
- s'adapter à des effectifs en baisse dans les vallées alpines;
- s'adapter à des effectifs en hausse autour des agglomérations et des stations touristiques;
- s'adapter à des trajets travail-domicile plus longs et généralisés des parents.

À partir des résultats de l'analyse spatiale, il est également possible d'envisager certains impacts de la globalisation sur la société et le politique, où les défis liés aux processus spatiaux contemporains pour l'école impliquent:

- d'accompagner les changements des modes de vie des familles;
- de tirer les conséquences du taux d'activité croissant des mères;
- d'intégrer une diversité culturelle croissante;
- de s'adapter à un paradigme politique de fonctionnalité et d'intercommunalité.

Le système scolaire a-t-il anticipé ces transformations, du moins les accompagne-t-il? En se référant aux résultats du projet *Schule alpin*, la réponse doit être circonstanciée. En effet, parmi les quatre régions analysées, seul le Valais a mis en place des solutions alternatives à celle qui consiste à maintenir, coûte que coûte parfois, une école par commune.

La carte de l'organisation de l'école primaire dans le Haut-Valais (voir Carte 7) montre que, à côté des organisations traditionnelles (modèle local et modèle local multi-sites), diverses solutions comme l'échange d'élèves ou la centralisation ont été mises en place. Il est intéressant de constater que, spatialement, les modèles alternatifs se sont principalement développés dans les vallées alpines les plus périphériques, hors des grands centres touristiques, témoignant par là-même une adaptation à l'évolution de leur contexte socio-économique. On devine cependant que, conjointement aux impératifs économiques et démographiques, des facteurs d'ordres sociologique, institutionnel et politique déterminent le potentiel local d'adaptation aux changements auxquels font face les communautés locales et leur système scolaire. En effet, certaines communes ont choisi d'adapter le modèle scolaire hérité, alors que d'autres, pourtant voisines et partageant des problématiques similaires, n'ont pas jugé nécessaire pour l'heure de procéder à des adaptations. On peut donc en déduire qu'à eux-seuls les facteurs de nature géo-économique ne suffisent pas à donner l'impulsion nécessaire. On doit dès lors s'interroger si les impulsions proviennent d'une vision



Carte 7: Les écoles primaires dans le Haut-Valais

politique locale plus progressiste dues ou à des pressions institutionnelles de la part du canton? Enfin, y aurait-t-il conjonction de facteurs endogènes et exogènes?

En conséquence, il convient d'affiner les observations du territoire local en ayant recours aux outils de la sociologie notamment. Dans cette perspective, le lecteur est invité à poursuivre l'analyse avec la contribution de Périsset, Steiner et Ruppen (dans ce volume) qui, au sein du projet *Schule alpin*, se sont penchés sur la deuxième nature du territoire: les dimensions sociologiques et politiques.

L'apport conjoint de ces deux contributions devrait en effet permettre, par la dialectique, de reconstituer une image complète, à la fois spatiale et sociale, donc territoriale, de la problématique des écoles des régions alpines dans un contexte territorial renouvelé.

Notes

- 1 Accès web: www.schulealpin.org [consulté le 24 avril 2012]
- 2 27 communes du Haut-Valais, 11 dans les Grisons, 10 dans le Vorarlberg, St-Gall étant absent de cet échantillon. Voir www.schulealpin.org [consulté le 24 avril 2012] rubrique «Partnerschulen».
- 3 1 = moyenne ou 100%, 1.5 = 150% de la moyenne et 0.5 = 50% de la moyenne, etc.

Bibliographie

- Chesnaï, F. (1994). *La mondialisation du capital*. Naves: Imprimerie du Corrèzien.
- Da Cunha, A., Both, J.-F., Rerat, P. & Tortelli, E. (2000). *L'aménagement du territoire dans le canton du Jura: Éléments pour une réflexion prospective*. Université de Neuchâtel: Institut de géographie, document provisoire. Consulté le 27 novembre 2011 dans http://w3.jura.ch/plan-directeur/telechargement/Etudes_prospectives/Elements_reflexion_prospective.pdf
- Da Cunha, A. & Schmid, O. (2006). *Objet, démarches et méthodes: Les paradigmes de la géographie*. Lausanne: Matériaux pour les cours et les séminaires n°48, IGUL.
- Diener, R., Herzog, J., Meili, M., de Meuron, P. & Schmid, C. (2006). *La Suisse: Portrait urbain*. Bâle: Birkhäuser – Edition d'Architecture.
- Di Méo, G. (1991). *L'Homme, la Société, l'Espace*. Paris: Anthropos.
- ESPON. (2006). *Projet ORATE 1.1.1. Les potentiels de développement polycentrique en Europe*. Résumé opérationnel du rapport final. Consulté le 27 novembre 2011 dans http://www.espon.public.lu/fr/publications/resumes_projets_francais/projet_orate_111_polycen-trisme.pdf
- Flückiger, Y. & Falter, J.-M. (2004). *Formation et travail – Le marché suisse du travail et son évolution*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique. Consulté le 27 novembre 2011 dans www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/infothek/publ.Document.62935.pdf
- Kraft, U. (2004). *Rester – Partir – Revenir: Une étude de l'Observatoire valaisan de l'emploi sur l'exode des compétences des Valaisannes et des Valaisans*. Canton du Valais (DEIS, DECS) en collaboration avec la Chambre valaisanne de commerce et de l'industrie. Consulté le 27 novembre 2011 dans http://www.vs-link.ch/fs/documents/Bericht%20Exode_fran%C3%A7ais.pdf
- Le Conseil d'État du Canton du Valais. (1984). *Conception directrice Valais: Considérations sur le développement de notre canton*. Brigue: Buchdruckerei Tscherrig AG.
- Michelet, J. (2008). *Régionalisation et politique régionale dans les Alpes suisses: Quelles stratégies et quel avenir, perspectives valaisannes*. Thèse de doctorat, en cotutelle entre l'IGUL (UNIL) et l'IGA. (UJF-Grenoble I).
- OFS. (2011). *Quelques indicateurs de la formation en comparaison internationale 1998-2008*. Consulté le 27 novembre 2011 dans <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/22/lexi.html>
- Pecqueur, B. (1996). *Dynamiques territoriales et mutations économiques*. Paris: L'Harmattan.
- Perliik, M. & Debarbieux, B. (2001). Les villes des Alpes entre «métropolisation» et identité. In CIPRA, *2ème rapport sur l'état des Alpes* (pp. 86-95). Schaan, Liechtenstein: CIPRA-International.
- Schuler, M., Dessemontet, P., Jemelin, Ch., Jarne, A., Pasche, N. & Haug, W. (2006). *Atlas des räumlichen Wandels der Schweiz – Atlas des mutations spatiales de la Suisse*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.

- Vanier, M. (1997). *De l'industrie au territoire: Parcours, positions et perspectives de recherche*. Thèse d'habilitation à diriger des recherches, Université Lumière-Lyon 2, 225 pages (vol. 1) et 226 pages (vol. 2, travaux 1989-1996).
- Vanier, M. (2005). L'interterritorialité: Pistes pour hâter l'émancipation spatiale. In B. Antheaume & F. Giraut (Éd.) *Le territoire est mort. Vive les territoires!* (pp. 317-336). Paris: IRD.
- Veltz, P. (2005). *Mondialisation, villes et territoires*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Von Stokar, T., Marti, C. & Peter, M. (2009). *Demografischer Wandel und Regionalentwicklung*. Schlussbericht. Zürich: INFRAS.

Mots-clés: Territoire, globalisation, métropolisation, Alpes, écoles

Sozio-ökonomische Veränderungen und ihre Auswirkungen auf die Rahmenbedingungen von Schulen im alpinen Raum

Zusammenfassung

Der Beitrag ist Ergebnis einer Mitwirkung in einem Forschungsprojekt über die Zukunft von Schulen des alpinen Raums im Kontext aktueller sozio-ökonomischer Veränderungen. Die Besonderheit besteht darin, dass die Träger des Projektes aus dem erziehungswissenschaftlichen Sektor stammen und mit dem Einbezug eines Geographen in ihr Projekt eine doppelte Zielsetzung verfolgten: Gefragt war mit dem Konzept des Territoriums ein anschlussfähiger theoretischer Bezugsrahmen, und die sozio-ökonomischen Veränderungen sollten in ihrem Einfluss auf den alpinen Raum analysiert werden. Gibt es Unterschiede zwischen den im Projekt untersuchten Regionen bzw. innerhalb der einzelnen Regionen? Auf welche Weise wirkt sich dies auf die Organisation der Schule aus? Der vorliegende Beitrag muss deshalb in Beziehung zu den anderen Artikeln dieser Schwerpunktnummer gesehen werden, in der sich soziologische, institutionelle, politische wie pädagogisch-didaktische Perspektiven zu einem kohärenten Ganzen ergänzen.

Schlagnworte: Territorium, Globalisierung, Metropolisierung, Alpen, Schulen

Come influiscono le trasformazioni socio-economiche sulle condizioni quadro della scuola nelle Alpi oggi

Riassunto

Questo articolo è basato su un progetto di ricerca sul futuro delle scuole nelle regioni alpine nel contesto delle trasformazioni socio-economiche contemporanee. La sua originalità risiede nel fatto che i responsabili del progetto (pedagogisti) si siano rapportati alla geografia con un doppio obiettivo: dotarsi da una parte di un quadro di riferimento teorico – il territorio – e capire in secondo luogo come le trasformazioni socio-economiche condizionino l'area alpina.

Esistono differenze importanti tra le regioni studiate? E all'interno di queste? In che maniera queste differenze influiscono sull'organizzazione della scuola? Il presente articolo si ricollega dunque alle altre pubblicazioni di questo numero tematico, analizzando le trasformazioni a livello sociologico, istituzionale, politico e pedagogico, e formando un insieme coerente.

Parole chiave: Territorio, globalizzazione, urbanizzazione, Alpi, scuole

How do current socio-economic transformations affect framework-conditions of schools in the Alps

Summary

This article comes from a research project on the future of schools in the Alps under the pressure of current socio-economic transformations. Its originality has to do with the fact that project's leaders (educationalists) utilized geography with a double intent: provide a frame of reference – the territory – and understand how socio-economic transformations affect the Alps today. Do they differ among research regions, or within each region? How do they weight over school organization? Finally, this article is to be set in relation with other publications of this thematic issue. Indeed, exploring sociological, institutional political or pedagogical issues, they make a coherent whole with the rather spatial approach provided here.

Key words: Territory, globalisation, metropolisation, Alps, schools

